DIALOGUE CITOYEN

SE RENCONTRER · PARLER · ÉCOUTER
DIALOGUER · RÊVER · PROPOSER

MERCREDI 13 MARS - 19H
AU 8 RUE DE LA DURANCE, PARIS 12e

Venez témoigner et dialoguer entre voisins.
Quels sont vos préoccupations, vos envies, vos espoirs ?
Quelles causes principales voyez-vous au malaise actuel ?
Quel avenir commun rechercher ensemble ?

Quels que soient votre situation, vos convictions ou votre âge, vous êtes les bienvenus. Discussion conviviale en petits groupes autour d'un buffet.
Collégiens et lycéens, vous aussi, venez participer !

PAROISSE DU SAINT ESPRIT

La Camillienne

DIALOGUE CITOYEN DU 13 MARS 2019

8, rue de la Durance. Paris 12ème

Organisé par la Paroisse du Saint Esprit et l'Association La Camillienne (Paris 12ème)

Dialogue citoyen ! Appel des Evêques de France aux catholiques de France et à nos concitoyens ! Grand débat national ! Synthèse de la réunion co-organisée par la Paroisse du Saint Esprit et l'association La Camillienne (13 mars 2019)

A partir de l'initiative prise en décembre par les évêques de France puis celle du grand débat national, la Paroisse du Saint Esprit et l'association éducative, sportive et culturelle de La Camillienne ont souhaité s'associer aux différentes initiatives prises dans l'arrondissement pour échanger sur les difficultés actuelles de notre société, mieux comprendre les origines des tensions et inquiétudes, envisager des pistes de solutions, ou tout simplement témoigner et dialoguer.

Une réunion baptisée « « Dialogue citoyen » s 'est tenue le mercredi 13 mars 2019 de 19h à 22h rassemblant environ 90 personnes.

Cette rencontre qui venait en complément du grand débat national se voulait être, le temps d'une soirée, un espace de rencontre, de dialogue et d'échange permettant à toutes et à tous de s'exprimer librement, de prendre du recul, et d 'écouter le témoignage et le point de vue de chacun avec bienveillance et respect.

Nous avons voulu accorder une attention particulière à celles et ceux qui sont souvent absents de ces échanges : nos concitoyens qui sont dans des situations de grande pauvreté, les personnes isolées, les sans abris, les migrants récemment arrivés. Aussi nous avions multiplié préalablement des démarches auprès des structures du quartier qui les accompagnent au quotidien sur le terrain et de leurs bénévoles pour les inviter largement.
Nous avons aussi voulu inviter à participer des jeunes des collèges et lycées.

Cette soirée entre voisins de notre quartier était donc ouverte, à tou.t.e.s quels que soient leur situation, leurs convictions, leur âge.

Il était proposé de réfléchir ensemble, par un travail en petits groupes (7 groupes, dont 1 groupe de jeunes) et de manière conviviale autour d'un buffet, aux questions ci-dessous :

1/ Quels sont vos préoccupations, vos envies, vos espoirs ?
2/ Quelles causes principales voyez-vous au malaise actuel ?
3/ Quel avenir commun rechercher ensemble ?

90 personnes environ ont participé. De tous âges (de jeunes mamans avec leur nourrisson de 3 mois jusqu'à 90 ans) de tout horizon confessionnel, notamment plusieurs membres des communautés musulmanes et juives de l'arrondissement avec lesquelles le dialogue interreligieux est une activité vivante et concrète depuis de nombreuses années, des acteurs impliqués pour au moins 1/3 des participants dans des associations et mouvements de solidarité et d'entraide du quartier, quelques migrants vivant dans un campement provisoire sous la porte de Charenton et une dizaine de

collégiens et lycéens. Un groupe spécialement dédié aux jeunes était animé par des animatrices de La Camillienne.

Les différents groupes ont rapporté en plénière les résultats de leurs travaux qui ont ensuite fait l'objet d'échanges avec l'ensemble des participants. La soirée a été clôturée par les interventions de Mme Catherine Baratti-Elbaz maire du 12ème arrondissement et du P. Arnaud Duban, curé du Saint Esprit.

Un comité de pilotage avait été préalablement constitué pour réfléchir, concevoir, préparer et organiser l'événement. Il était constitué de 9 membres représentants de la Paroisse du Saint Esprit, de La Camillienne, de l'enseignement public et privé (Saint Michel de Picpus), d'un conseil de quartier, de structures d'hébergement solidaire (Hiver solidaire) et de soutien scolaire (Durance Etudes) et de la Commission pour le dialogue interreligieux du 12ème.

Comme prévu, ce dossier de synthèse est adressé à nos élus d'arrondissement (Maire, Députée) et à l'Archevêque de Paris, versé comme contribution au grand débat national, et diffusé aux participants de la soirée qui le souhaitent.

On trouvera ci-après :

1. Le texte d'invitation adressé aux structures de solidarité et d'entraide de notre quartier
2. Le texte de l'allocution d'introduction à la soirée
3. La synthèse et restitution finale des travaux en groupes
4. Débat général et conclusion de la soirée
5. Appel de la Conférence des Evêques de France

****

1. Invitation aux membres et bénévoles des structures et association de solidarité et d'entraide des quartiers Vallée de Fécamp et Bercy.

Paris, le 3 mars 2019

Madame, Monsieur,

Notre communauté nationale traverse depuis plusieurs mois une crise révélatrice d'un malaise profond et ancien qui engendre une grave défiance envers les responsables politiques. La sortie de la crise sera difficile car les enjeux ne sont pas conjoncturels. Il en va de notre capacité collective d'espérer et de bâtir ensemble un avenir commun.

A partir de l'initiative prise en décembre par les évêques de France puis celle du grand débat national, la Paroisse du Saint Esprit et l'association éducative, sportive et culturelle de La Camillienne ont souhaité s'associer aux différentes initiatives prises dans l'arrondissement pour échanger sur les difficultés actuelles de notre société, mieux comprendre les origines des tensions et inquiétudes, envisager des pistes de solutions, ou tout simplement témoigner et dialoguer.

Cette proposition de rencontre vient en complément du grand débat national. Notre démarche étant d'être, le temps d'une soirée, un espace de rencontre, de dialogue et d'échange permettant à toutes et à tous de s'exprimer librement, de prendre du recul, et d 'écouter le témoignage et le point de vue de chacun avec bienveillance et respect.

Nous avons voulu accorder une attention particulière à celles et ceux qui sont souvent absents de ces échanges : nos concitoyens qui sont dans des situations de grande pauvreté, les personnes isolées, les sans abris, les migrants récemment arrivés. Aussi nous souhaitons leur présence et/ou à travers celles de personnes comme vous qui les accompagnent au quotidien sur le terrain.

Cette soirée entre voisins de notre quartier est ouverte, à vous tou.t.e.s quels que soient votre situation, vos convictions, votre âge.

Il sera proposé de réfléchir ensemble, par un travail en petits groupes et de manière conviviale autour d'un buffet, aux questions ci-dessous :

1/ Quels sont vos préoccupations, vos envies, vos espoirs ?
2/Quelles causes principales voyez-vous au malaise actuel ?
3/ Quel avenir commun rechercher ensemble ?

Les résultats de cette soirée feront l'objet de remontées vers nos élus d'arrondissement (Maire, Députée) et l'Archevêque de Paris et plus largement versés sous une forme encore à définir comme contribution au grand débat national.

C'est dans cet esprit que nous vous invitons à participer au « Dialogue citoyen » que nous organisons ce mercredi 13 mars et que nous vous proposons d'inviter largement à y participer les personnes avec qui vous êtes en relation.
Nous vous remettons donc à cette fin les affiches et flyers ci-joints.

Pour toute question, n'hésitez pas à joindre le coordinateur de la préparation de cette soirée :
Yann Maubras 06 21 94 11 07 yann.maubras@sfr.fr

Nous vous remercions cordialement.

La Paroisse du Saint-Esprit La Camillienne

2. Texte de l'allocution d'introduction à la soirée

Bonsoir à tous et bienvenue à ce dialogue citoyen co-organisé par La Camillienne et la Paroisse du Saint Esprit.

I. Les raisons et le contexte de cette soirée d'abord. Les objectifs et notre philosophie

Comme nous tous ici, nous avons été préoccupés par ce que notre communauté nationale traverse depuis plusieurs mois : une crise révélatrice d'un malaise profond et ancien qui engendre une grave défiance notamment envers les responsables politiques.
Ensuite il y a eu 1) l'appel des évêques de France datant du 11 décembre dernier (cf. tiré à part) d'une part puis 2) le lancement du grand débat national annoncé qqs jours plus tard par la présidence de la république.
Nous avons conscience que la sortie de la crise sera difficile car les enjeux ne sont pas conjoncturels. Nous avons conscience aussi qu'il en va de notre capacité collective d'espérer et de bâtir ensemble un avenir commun.
Ce soir c'est donc un « Dialogue » qui est proposé, une rencontre, un partage d'expérience, un témoignage, et non un débat.
Même si cette proposition de rencontre vient en complément du grand débat national, notre démarche que nous avons voulu originale est d'être, le temps d'une soirée, un espace de **rencontre de dialogue et d'échange** permettant à toutes et à tous de s'exprimer librement, de prendre du recul et d'écouter le témoignage et le point de vue de chacun avec bienveillance et respect.

Ce soir il n'y aura donc pas débat au sens propre du terme. **Chacun s'exprimera en son nom propre, dans son intime conviction, n'engageant que lui-même. Chacun accueillera les propos de l'autre sans les juger ni les commenter.**

Nous avons voulu accorder **une attention particulière** à celles et ceux qui sont souvent absents de ces échanges : **nos concitoyens qui sont dans des situations de grande pauvreté, les personnes isolées, les sans abris, les migrants récemment arrivés.** Aussi nous avons souhaité leur présence et/ou à travers celles de personnes qui les accompagnent au quotidien sur le terrain.
Il nous sera proposé de réfléchir ensemble par un travail en petits groupes accompagnés d'un modérateur et de manière conviviale autour d'un buffet aux questions ci-dessous :

1/ Quels sont vos préoccupations, vos envies, vos espoirs ?
2/Quelles causes principales voyez-vous au malaise actuel ?
3/ Quel avenir commun rechercher ensemble ?

Les résultats de cette rencontre feront l'objet de remontées vers nos élus d'arrondissement (Maire, Députée) et l'Archevêque de Paris et plus largement versés sous une forme encore à définir comme contribution au grand débat national.
Le tout si possible à la fois dans un contexte local, celui de notre arrondissement et dans celui plus large national.
Autrement dit : « Agir local, penser global » !

II. Quelques pistes de réflexion – Un paradoxe français

La pauvreté est une réalité en France. Les inégalités se creusent comme partout ailleurs dans le monde, qu'elles soient économiques, sociales ou environnementales. Et avec elles la désespérance

sociale qui conduit aux extrémismes, la peur du déclassement des catégories populaires et d'une partie des classes moyennes, qui les poussent vers des solutions politiques pleines de dangers.
Malgré tout, selon les experts, notre pays a malgré tout mieux résisté que d'autres à ces dégradations grâce à son système de protection sociale.
Le plan national de lutte contre la pauvreté qui existe depuis 2013 parvient à l'amortir dans ses effets mais sans toutefois la faire reculer durablement.
Et pourtant notre pays a des atouts mais aussi des faiblesses.
Si l'on prend comme exemple celui de la satisfaction des besoins élémentaires de ses citoyens

Besoin de se nourrir :
La France est le 1er pays producteur agricole, de pêche et d'aquaculture d'Europe (18 % de la production totale des 28 pays membres)
L'industrie agroalimentaire en France est le 1er secteur industriel et le 1er employeur. Elle est le 4ème exportateur du monde.
Malgré cela les conditions d'accès pour tous à une alimentation saine et de qualité ne sont pas réunies. Les maladies nutritionnelles comme l'obésité deviennent des marqueurs sociaux. L'insécurité alimentaire est une réalité en France. Elle ne se résume pas à la pauvreté monétaire. Elle concerne 3 à 4 fois plus de personnes que celles qui ont recours à l'aide alimentaire. Ainsi, on estime que 12% des adultes vivent dans un foyer en situation d'insécurité alimentaire. Leur alimentation est souvent déséquilibrée, pauvre en fruits et légumes et en nutriments protecteurs. Les jeunes et les femmes qui vivent seules ou en situation de monoparentalité sont plus touchés que les autres.
En 2012, l'enquête Abena montrait que le budget alimentaire moyen des bénéficiaires de l'aide alimentaire n'est que de 2,60 € par personne et par jour, bien inférieur aux 3,50 € strictement nécessaires pour couvrir les besoins nutritionnels.
Récemment, l'étude ENFAMS a révélé une situation alarmante : plus de 80% des foyers avec enfants et sans logements en Ile de France souffrent d'insécurité alimentaire. Plus de la moitié d'entre eux sont dans l'obligation de diminuer voire supprimer des repas, entraînant des symptômes que l'on pensait disparus de notre pays : la moitié des mères et un tiers des enfants sans logement sont anémiés.

Besoin de se loger :
En 2017, selon la Fondation Abbé-Pierre, 4 millions de personnes en France sont mal logées et 12 millions sont fragilisées par des difficultés liées à l'habitat (précarité énergétique, locataires en impayés de loyer, etc.) La part de revenus consacré par les ménages à leur logement, inférieur à **10 %** dans les années 1960, dépasse **18 %** en 2013 selon l'Insee (cette proportion est proche des **30 %** pour les locataires).
Alors qu'il en faudrait 1 million pour résoudre la « crise du logement » en France, il se construit 300 000 habitations neuves chaque année selon l'Insee.
A l'opposé, toujours selon l'Insee, la France compte en 2019 plus de 3 millions de logements vacants, soit 1 million de logements vides de plus par rapport à 2008.

Parmi les facteurs de la crise actuelle :

- Les déterminants démographiques : Les évolutions de la population française (urbanisation croissante, mobilité plus importante des ménages, espérance de vie croissante) explique une part de la hausse de demande de logements, particulièrement sensible en ville.
- Les déterminants sociologiques : La baisse continue de la taille des ménages induit une hausse de la demande de logement. Entre 1975 et 2005, le nombre moyen de personnes par ménages est ainsi passé de 2,88 à 2,31. La hausse du célibat (20 % des Français adultes seraient célibataires selon le sondage Insee de 1999), particulièrement significative dans les grandes villes et à Paris, et la multiplication des divorces (qui entraînent la demande de deux logements avec des chambres, pour accueillir alternativement les enfants, au lieu d'un seul auparavant) renforce la demande de logement dans ces zones.

- L'envolée des prix de vente au mètre carré (doublement depuis 2001 à 2006) et dans une moindre mesure par l'augmentation des loyers.

Besoin d'éducation et d'enseignement :
Le système d'enseignement français est fondé sur de grands principes, certains inspirés de la Révolution de 1789, de lois votées entre 1881 et 1889 et sous les IVe et Ve Républiques ainsi que de la Constitution du 4 octobre 1958 : " l'organisation de l'enseignement public obligatoire gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État ".
En France, 12 millions 400 mille écoliers, collégiens et lycéens - 900 000 enseignants - 64 000 établissements (écoles élémentaires, collèges et lycées).

Besoin de liberté d'expression, politique, et religieuse :
La liberté d'expression et d'opinion : elle est garantie par la Constitution. Elle découle de l'article 10 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 que l'on retrouve aussi plus récemment dans les articles 18 & 19 de la déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.
Article 10 « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ».

La liberté politique :
La France est 23ème du classement des états du monde par indice de démocratie (The Economist Intelligence Unit) à peu près à égale place avec l'Italie et les USA (indice 7,8 / 10) mais derrière Norvège Islande et pays du Nord de l'Europe (9,8 /10)
Cet indice compris entre 0 et 10 est calculé selon 60 indicateurs regroupés en cinq catégories :

- processus électoral et pluralisme,
- libertés civiles,
- fonctionnement du gouvernement,
- participation politique,
- culture politique.

L'indice obtenu permet une classification des pays selon quatre régimes : démocratie, démocratie imparfaite, régime hybride, régime autoritaire.

La liberté religieuse : article 1er de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État : *« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions (…) édictées dans l'intérêt de l'ordre public. »*

La laïcité repose sur trois principes et valeurs :

- la liberté de conscience et celle de manifester ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public,
- la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses,
- et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. Je vous renvoie pour plus de précisions à l'Observatoire de la laïcité, organisme qui dépend du 1er ministre.

Faiblesses : accroissement des inégalités et de la pauvreté
Inégalités économique, sociale et environnementale => 3 natures d'inégalités étroitement liées
Aujourd'hui (janvier 2017) en France, plus de 8,8 millions de personnes pauvres sont au bord de la route, dans le fossé : 14,3% de la population. Un chiffre qui ne baisse pas.
3,8 millions de personnes sont soit privées de domicile personnel soit vivent dans des conditions très difficiles.
Le nombre de sans abris a doublé entre 2011 et 2016 pour atteindre le chiffre de 141 500 personnes dont 30 000 enfants.
5 millions de français sont dans l'isolement social dont 1,5 millions ont plus de 75 ans.

Dans les pays prospères les inégalités peuvent être vécues comme une blessure supplémentaire. Plus une société occidentale est inégale plus forts y sont les taux de criminalité, d'emprisonnement, de suicide (cf. étude de l'OCDE de 2016 sur « inégalités et mauvaise santé d'une société »)
Du point de vue **écologique**, les inégalités existent aussi en France: les 20 % des ménages les plus aisés induisent par leur consommation 29% des émissions de CO2 contre 11% pour les 20% les plus modestes. Dans le monde : 10% des plus riches ont émis 50 % des gaz à effet de serre.
La crise environnementale résulte bien de l'existence des inégalités économiques et sociales, d'un accaparement et d'un usage incontrôlé des ressources naturelles non renouvelables par un petit nombre.

Atouts / Faiblesses => quelques pistes de solutions possibles ?

Nous vous proposons là une piste de réflexion pour ce soir : Comment identifier les causes de la pauvreté, les évaluer et comment lutter contre elles ?
Et plus largement comment jeter les bases d'une société bienveillante, fraternelle et solidaire ?
Mais vous êtes libres d'aborder les sujets de votre choix, le cadre étant les 3 questions proposées que nous rappelons :
1/ Quels sont vos préoccupations, vos envies, vos espoirs ?
2/Quelles causes principales voyez-vous au malaise actuel ?
3/ Quel avenir commun rechercher ensemble ?

III. Programme de la soirée / Organisation / Modalités

19h : Salle Jean Eudes - Accueil. Intervention d'ouverture et de lancement. Formation des groupes (Session animée par Patrice et Yann)
Allocution introductive
Formation des petits groupes par papier de couleur remis à l'entrée et désignation des salles (8 au total) dont 1 ici en salle Jean Eudes. Chaque groupe sera assisté par un modérateur dont le rôle sera de s'assurer que la parole circule bien entre tous, de prendre des notes en vue de la synthèse finale ultérieure, veillera au climat d'écoute et de dialogue. Un rapporteur devra être désigné dans chaque groupe (qui ne peut pas être le modérateur) il rappellera 15 mn avant la fin (cad 20h45) que le groupe devra identifier quelques points qu'il désire de manière collective et consensuelle faire remonter en session plénière.

19h30 – 21h : échanges en petits groupes : les 3 questions (chaque groupe étant libre de s'appesantir plus sur certaines des questions). Buffets pendant ce temps de travail.

21h : Retour salle Jean Eudes (Session animée par Patrice et Yann).
Brèves remontées des groupes (3 mn environ par groupe),
Débat général : réactions de la salle par rapport aux remontées des groupes.

Remarque sur la synthèse. A partir des synthèses de chaque groupe rédigées par chaque modérateur, une synthèse générale sera établie par eux-mêmes ensemble et tiendra lieu de compte-rendu ultérieurement transmis à nos élus d'arrondissement (Maire et Députée, Evêque) et posté sur le site du GDN.

21h55 Conclusions et remerciements par le P. Arnaud Duban, curé de la Paroisse du Saint-Esprit.

22h : Fin de la soirée.

3. SYNTHESE GENERALE : synthèse et restitution finale des travaux en groupes

Les participants étaient invités à réfléchir, dialoguer et échanger sur les 3 questions suivantes :
1/ Quels sont vos préoccupations, vos envies, vos espoirs ?
2/Quelles causes principales voyez-vous au malaise actuel ?
3/ Quel avenir commun rechercher ensemble ? Propositions de solutions

1) Préoccupations, envies, espoirs :

- L'avenir de la vie de l'homme sur terre dans les meilleures conditions de vie possibles (l'avenir de la planète : la planète existait avant qu'il y ait des hommes et elle existera quand il n'y en aura plus, ce qui ne saurait tarder si nous ne faisons rien !).
- Comment permettre à chaque citoyen français de participer, là où il est, à la transition écologique ? Comment consommer sans gaspiller ? Comment mieux partager ? Comment produire en respectant notre environnement ? Des initiatives sont prises, mais elles sont insuffisantes.
- La dette économique et écologique qu'on laisse à nos enfants.
- Comment donner du sens à notre vie ?
- Les inégalités de toutes sortes et l'aggravation de la grande pauvreté en France et des précarités.
- Les besoins en logement, la crise du logement en France : Pourquoi des sans-logis alors qu'il y a tant de logements non occupés ?
- Alors que les moyens dont dispose la médecine n'ont jamais été aussi performants on assiste à la fois à une dégradation de la santé de catégories entières, paupérisées, de la population et à la croissance des inégalités de distance et de délais d'accès aux soins.
- L'isolement social grandissant qui touche toutes les catégories de la population notamment les personnes âgées déjà elles-mêmes en grand désarroi face à la généralisation des outils et moyens informatiques. Une grande inquiétude également au sujet de la prise en charge des personnes âgées dépendantes (souffrance, isolement, maltraitance) vivant dans les établissements de type EPHAD. Le personnel (et plus largement tous les aidants) n'est pas en nombre suffisant et il est mal payé (revalorisation des salaires et reconnaissance de la fonction).
- Des besoins de convivialité, d'amitiés, de rencontres, de dialogue et de lieux qui favorisent tout ça ; en un mot, besoin de ré-humaniser notre société. Le besoin de respect de chacun, quel que soit son sexe, son âge, son milieu social, ses origines, sa situation professionnelle, familiale…
- L'emploi apparaît comme la préoccupation majeure du fait du chômage, de la désindustrialisation mais aussi du fait de l'incertitude sur ce que seront les métiers et les conditions d'emploi de demain, une inquiétude partagée par ceux qui sont aujourd'hui professionnellement et socialement insérés.
- L'aménagement du territoire, l'urbanisme et le logement sont l'aboutissement de cinquante ans de responsabilités dont on doit constater l'échec : abandon de territoires entiers privés de services publics et privés (transports et soins notamment), étalement urbain, ségrégation des zones d'habitat, logements insuffisants en nombre, trop chers dans les métropoles, invendables dans les zones rurales, trop souvent de piètre qualité au regard des exigences de

confort et surtout d'environnement d'aujourd'hui ; une politique du logement aurait le double avantage d'améliorer les conditions de vie des occupants et de générer des emplois (non délocalisables).

- La montée de l'individualisme dans un contexte de difficultés économiques a rompu les solidarités de proximité au détriment des publics les plus vulnérables, accru l'isolement des plus fragiles, entraîné l'âpreté des relations sociales, personnelles, professionnelles et développé des réflexes communautaires, notamment à travers les "réseaux sociaux", qui le sont bien peu. Ceci ne doit pas conduire à renoncer à l'action personnelle d'aide et de coopération au profit de plus démunis (économiquement, socialement, culturellement), ou à l'adoption de comportements moins consuméristes et plus respectueux de l'environnement en général.
- Le besoin de se réinsérer pour une catégorie de la population et pour laquelle l'accès au travail est devenu la quadrature du cercle (par exemple : sans titre de séjour pas de travail possible et pour un titre de séjour il faut 18 mois d'attente au moins) conduisant à un chômage forcé lequel entraine parfois le recours à des actions délictueuses.

2) Les causes du malaise actuel

Notre société va mal du fait qu'elle n'arrive pas à se dessiner un avenir commun. Plusieurs raisons à cela ; une grande majorité de raisons ont fait consensus, d'autres, non.

Les raisons qui ont fait consensus :

- L'aggravation des inégalités de toutes sortes (économiques, sociales..) et la montée de la grande pauvreté et des précarités avec le sentiment très marqué que cela va avec l'augmentation des injustices. Ces inégalités deviennent de plus en plus intolérables et peuvent expliquer des phénomènes de révolte comme celui des Gilets Jaunes
- Les problèmes de pouvoir d'achat. Le chômage, la précarité, et la crainte qu'elle suscite même chez les personnes ayant un emploi.
- La priorité accordée aux visions et actions sur le court terme au détriment de celles sur le long terme.
- La prédominance des critères financiers et de rentabilité à cour terme pour analyser l'efficacité de l'action publique au détriment de la satisfaction des besoins et des préoccupations des citoyens. Il en résulte la fermeture de services publics et leur remplacement par des délégations de service public qui ne sont pas à la hauteur (notamment en ce qui concerne la qualité du service rendu).
- Le remplacement, dans les services publics qui restent, de l'homme par des machines que tout le monde ne maîtrise pas (le remplacement des guichets SNCF ou à la Poste par des automates, celui des juges de proximité par des algorithmes, ou des secrétariats médicaux par Doctolib). Tout ceci conduit à des suppressions d'emplois sans pour autant que le prix du service ne diminue (alors que le travail est effectué par une machine ou le client lui-même).
- La prise de conscience qu'il y a urgence à agir pour le climat et que, malgré cela, les pouvoirs publics ne font rien.
- Le sentiment d'une démission et d'une impuissance de l'Etat à remplir son rôle de garant du bien commun.
- La désertion des centres villes qui s'organisaient, autrefois, autour de l'église, du bistrot du coin, des commerces de proximité, de l'école, de l'artisanat local... qui constituaient autant de lieux de rencontres. Aujourd'hui, la vie s'organise autour des supermarchés où les gens

sont poussés à la surconsommation. Le supermarché, quand il est ouvert le dimanche, est devenu le lieu de sortie. Même si on n'y achète rien, on y déambule sans se rencontrer ni voir personne, dans l'anonymat total.

- La fracture des territoires entre villes et zones rurales. Habitation et logement en campagne : beaucoup de grands trajets et pas ou peu de transports publics. Beaucoup d'abstention au vote en zones rurales et chez les jeunes, car il y a un désintérêt grandissant de la vie publique, beaucoup pensent que rien ne change ou ne sont pas informés.
- Le remplacement des corps intermédiaires (qui portent les préoccupations des citoyens) par les groupes de pression (qui défendent à grand renfort d'argent les intérêts particuliers de tel ou tel groupe).
- L'absence de transparence par rapport à l'utilisation qui est faite des impôts que nous payons ; verbatim : « *on veut bien voir notre pouvoir d'achat diminuer à condition de savoir pourquoi et que tout le monde contribue à la hauteur de ses moyens* ».
- La généralisation de l'individualisme, la montée des communautarismes et l'essor de l'égoïsme ; on peut également évoquer le manque de respect pour les personnes.
- La course effrénée à la performance qui résulte de la concurrence. Conséquence : la médiocrité des biens produits et des services rendus remplacent la qualité.
- La publicité qui nous pousse à ne pas réfléchir.
- Les citoyens se sentent dépossédés de leur souveraineté, en ce sens où des traités (franco-allemand, de Marrakech, Ceta…) qui peuvent avoir des conséquences sur leur quotidien sont négociés en catimini, sans qu'ils soient vraiment informés, laissant place à la désinformation, à la théorie du complot…
- La concurrence déloyale de certains Etats qui n'ont pas de normes sociales et/ou environnementales, ou ne les respectent pas.
- La complexité des niveaux d'organisation territoriale (commune, regroupement de communes, département, région, Etat, Europe..) et administrative afférente. Comment se repérer ? A qui poser la bonne question ? De qui dépend la bonne décision et qui la prend ?
- Le manque d'adéquation des formations initiales des personnes avec les besoins du marché de l'emploi qui entraine chômage et déclassification (en corollaire, la mauvaise image non justifiée de l'enseignement professionnel).
- Le déficit d'éducation au respect des personnes, et l'absence de plus en plus constatée de culture citoyenne (à quoi servent les impôts, qui sont et que font les députés, les maires, les élus ?)
- La violence qui augmente : racisme, violence injustifiée, violence dans les écoles. Les participants se demandent si les anciennes générations doivent se remettre en question puisque ce sont eux qui ont éduqué cette génération de jeunes.

Les raisons qui n'ont pas fait l'objet d'un consensus :

- Pour certains, l'immigration est une cause de ce malaise, pour d'autres, une richesse ;
- Il en est de même pour l'Europe : ce n'est pas tant le projet européen qui est remis en cause que les dérives actuellement constatées.

3) <u>Quel avenir commun rechercher ensemble ? Propositions de solutions</u>

- La réelle mise en œuvre de la réforme de la fiscalité tant évoquée et attendue depuis 30 ans du fait de sa complexité grandissante, de l'empilement de diverses mesures successives réformes sans cohérence d'ensemble apparente et de ce fait perçue comme une source

potentielle d'injustice fiscale. Cette réforme devrait être accompagnée d'indicateurs permettant de mesurer sa réelle efficience (à quoi servent réellement nos impôts ?). Le tout dans l'objectif de construire une fiscalité plus juste.

- Réinterroger nos comportements et nos modes de consommation individuels dans un souci de mieux faire au service du bien commun que constitue notre planète (la maison commune). Lutter contre le gaspillage alimentaire, réduire les emballages, etc. . Prendre conscience qu'on peut vivre heureux avec beaucoup moins (référence faite par plusieurs participants au film « Demain »)
- Dans le même esprit se préoccuper de notre « hyper » consommation et de notre attitude vis à vis des produits issus des nouvelles technologies (Smartphones, ordinateurs, objets connectés, etc.) et en particulier de l'usage et de la production consentie de big data (avec leur conséquences en matière d'impact sur le changement climatique). Privilégier partout où cela est possible la relation humaine (par exemple à travers les jeux de société classiques ou nouveaux à inventer).
- Prendre en compte à tous les niveaux décisionnels de la société, de l'individu jusqu'à celui politique du continent « Europe », de l'urgence qu'il y a, à apporter des solutions d'adaptation et d'atténuation au changement climatique.
- Pour lutter contre les incivilités, la violence la solitude et l'isolement de certains, encourager chacun à agir d'abord à son niveau individuel d'une manière simple, plus humaine et altruiste envers ses voisins sans attendre toujours tout de l'action d'un Etat « providence ». L'effet en est mesurable immédiatement alors que celui de l'Etat demande un délai de mise en œuvre forcément plus long même s'il est important et complémentaire. De ce point de vue, se réinterroger sur la réalité, dans nos vies quotidiennes, de la devise républicaine « Liberté Egalité Fraternité ».
- Éduquer dès l'enfance au respect de l'autre, de sa dignité, de sa différence, et lui enseigner d'éviter la violence. L'éducation au sens et à la valeur immatérielle du bien commun, quel que soit le niveau territorial, mondial, et au respect de la biodiversité, de la nature et de l'environnement. C'est le rôle des parents mais aussi des institutions. La famille et la communication intergénérationnelle ont un rôle à jouer.
- Multiplier les lieux de rencontre et de dialogue pour favoriser la convivialité, le partage et le vivre-ensemble.
- Le rôle et la richesse de l'engagement par le bénévolat, solution possible pour suppléer et/ou ré-humaniser le champ social, lutter contre les inégalités, un statut à conforter et à encourager ? Des opportunités de bénévolat sont nombreuses dans le 12ème : les conseils de quartier, les cafés inter-âges, les initiatives de plantations partagées et collectives de légumes, l'action de La Camillienne pour les jeunes, etc.
- Poursuivre les efforts faits pour développer et amplifier la mise à disposition d'espaces dédiés aux activités des jeunes. Il y a bien des structures pour les accueillir, pour faire du sport, mais pas d'endroits pour discuter ou d'espaces verts. Du coup ils doivent « se poser » n'importe où, et sont bien conscients qu'ils peuvent déranger certaines personnes par le bruit. Conséquence : cela peut conduire à des conflits inutiles entre les différentes générations.
- Lutter contre la spéculation, notamment immobilière. Solution parmi d'autres pour lutter contre la crise immobilière et le mal logement en France.
- Créer ou recréer des structures d'intégration pour mieux accueillir et intégrer les migrants en France. Cette proposition part du constat que la France a, de tout temps, été un pays

d'immigration. Rapidement, même si cela ne s'est pas fait sans heurts, les immigrés ont été intégrés, au plus tard dès la deuxième génération. Une explication à cela : il existait, outre une volonté politique, des structures d'intégration (l'usine, les patronages, l'école, les syndicats, le service militaire…). Toutes ces structures ont quasiment disparu ou sont déliquescentes ; aujourd'hui des associations effectuent ce travail, mais elles sont bien seules et n'ont pas toujours les moyens de le faire. Cela peut faire l'objet d'un grand projet national mobilisateur pour construire un avenir commun et mieux lutter contre l'exclusion.

- La possibilité pour un président ou des députés de faire deux ou plusieurs mandats pose problème, car si il n'y avait pas de réélection possible, les élus pourraient se consacrer davantage à leur mandat qu'à leur réélection.

4. Débat général et conclusion de la soirée

Après les rapports de chacun des 7 groupes (devant l'ensemble des participants à la soirée), l'assemblée est invitée à poser des questions ou à réagir sur ces rapports.

Se succèdent ainsi un certain nombre de brèves interventions qui renforcent ou complètent les 7 rapports.

L'imam Bubacar (de l'association Nour, qui participe au dialogue inter-religieux et à la conférence de partage sur le 12ème) souligne la présence et l'intervention des jeunes et conclut ainsi son propos :
« Quand on rêve seul, cela reste un rêve. Quand on rêve à plusieurs, cela devient réalité. »

Mme Catherine Baratti-Elbaz, maire du 12ème, se réjouit que la paroisse du Saint-Esprit et La Camillienne aient pris l'initiative d'une telle rencontre dont le pays a tant besoin, souligne le succès de la soirée compte-tenu du nombre important de participants, se félicite qu'il ait été fait référence aux conseils de quartier et assure les présents qu'elle étudiera avec la plus grande attention la synthèse qui lui sera adressée.

Le Père Arnaud Duban, curé de la paroisse du Saint-Esprit conclut la soirée.
En réponse aux réflexions des jeunes sur les métiers qu'ils rejettent et sur ceux auxquels ils aspirent, il témoigne combien il est heureux dans « son métier de prêtre ».
Il note que les « gilets jaunes » ont trouvé dans leur action et leurs ronds-points un lien, une fraternité qu'ils n'avaient pas trouvés ailleurs, et qui leur manquait.
Il dit sa conviction que cette crise révèle aussi un besoin de nos concitoyens de sens, de spiritualité, de foi.
Il termine en invitant ceux qui le veulent bien – et dans le respect de chacun - à prier le « Notre Père ».
Il remercie chaleureusement tous ceux qui sont venus, quelles que soient leurs convictions.

****

5. Annexe – Texte Conférence des Evêques de France

APPEL DU CONSEIL PERMANENT
DE LA CEF AUX CATHOLIQUES
DE FRANCE
ET À NOS CONCITOYENS

À l'heure où nous écrivons, notre pays n'est pas encore sorti de la crise dite « des gilets jaunes » : crise révélatrice d'un malaise très profond et très ancien, qui engendre une grave défiance envers les responsables politiques.

Il serait à coup sûr très dommageable que cette situation délétère se prolonge. Mais chacun sent, plus ou moins confusément, que la sortie de crise sera difficile car les enjeux sont tout autres que conjoncturels : il en va de notre capacité collective d'espérer et de bâtir l'avenir. Comme nous l'écrivions il y a deux ans, « il faudrait être sourds ou aveugles pour ne pas nous rendre compte de la lassitude, des frustrations, parfois des peurs et même de la colère, intensifiées par les attentats et les agressions, qui habitent une part importante des habitants de notre pays, et qui expriment ainsi des attentes et de profonds désirs de changements. Il faudrait être indifférents et insensibles pour ne pas être touchés par les situations de précarité et d'exclusion que vivent beaucoup sur le territoire national ».

Nous constatons que notre démocratie manque de lieux d'échange et de réflexion qui pourraient permettre l'émergence à une large échelle de suggestions positives élaborées ensemble. L'affaiblissement de nombreux partis politiques et un recul significatif de l'engagement syndical contribuent à ce déficit. Où nos concitoyens trouveront-ils des lieux appropriés pour ce travail si urgent ?

L'Église catholique dispose d'un maillage de milliers de paroisses, réparties sur l'ensemble de notre territoire et riches de la présence de multiples mouvements, aumôneries et associations de fidèles. Lieu de prière, en particulier liturgique, la paroisse est aussi par nature et par vocation la «

maison de famille fraternelle et accueillante » pour tous et la « famille de Dieu, fraternité qui n'a qu'une âme » 3. À ce moment de notre histoire, nous pouvons le montrer et apporter notre contribution pour aider notre société tout entière à surmonter la crise qu'elle traverse. Sans se substituer aux politiques, l'Église offre un espace pour faire grandir la fraternité.

Notre proposition

--/-- C'est maintenant que nos concitoyens ont besoin de débattre entre eux et de disposer de lieux pour le faire.

C'est pourquoi nous vous proposons, **dans les semaines à venir**, de susciter partout où ce sera possible des groupes d'échanges et de propositions en **invitant très largement d'autres personnes,** partageant ou non notre foi**,** qui peuvent être intéressées d'y participer et d'y apporter leurs idées.

Pour ce travail, nous vous suggérons les **cinq questions** suivantes :

1/ Quelles sont selon vous, en essayant de les hiérarchiser, les causes principales du malaise actuel et des formes violentes qu'il a prises ?

2/ Qu'est-ce qui pourrait permettre aux citoyens dans notre démocratie de se sentir davantage partie prenante des décisions politiques ?

3/ Quels sont les lieux ou les corps intermédiaires qui favoriseraient cette participation ?

4/ Quel « bien commun » recherché ensemble pourrait fédérer nos concitoyens et les tourner vers l'avenir ?

5/ Quelles raisons d'espérer souhaitez-vous transmettre à vos enfants et petits-enfants ?

Nous vous suggérons de transmettre vos réponses à vos élus.
Votre évêque lui aussi sera heureux d'en être informé.

Le 11/12/ 2018, Le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France